

19 boulevard Paixhans  
CS 91631  
72016 LE MANS Cedex 2

LE MANS, le 17/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 22/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOCOPA VIANDES**  
RN 23 - Les Bordes  
BP 20  
72400 CHERRE-AU

Code AIOT : 0057200475

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement SOCOPA VIANDES implanté RN 23 - Les Bordes - BP 20 - 72400 CHERRE-AU. L'inspection a été annoncée le 19/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCOPA VIANDES
- RN 23 - Les Bordes - BP 20 - 72400 CHERRE-AU
- Code AIOT : 0057200475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement d'abattage et de découpe relevant des rubriques 3641 et 3642 de la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement (IED).

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autorisation de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 4.1.1.	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 4.1.1.	/	Sans objet
3	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
8	Utilisation efficace de la ressource (sécheresse)	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Arrêté sécheresse départemental	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Consommation spécifique (3641)	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20	/	Sans objet
5	Respect des MTD spécifiques (3642)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 2	/	Sans objet
6	Renforcement des prescriptions sécheresse	AP Complémentaire du 23/12/2019, article 1	/	Sans objet
7	Utilisation efficace pérenne de la ressource	Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le contrôle a ciblé la thématique des consommations d'eau du site et sa capacité, en cas de dégradation de la situation de son bassin versant, à appliquer les réductions demandées. De façon générale, il a été constaté que l'établissement se mobilise depuis plusieurs années en vue de réduire sa consommation en eau au quotidien. Cependant, une non conformité majeure a été mise en évidence concernant le suivi quotidien des consommations. Sa résolution est attendue dans les meilleurs délais. Par ailleurs, un plan d'actions plus abouti est attendu pour les situations de crise.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autorisation de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AP 2015-0260 Origine des approvisionnements en eau : "L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource : réseau d'eau AEP Nom de la commune du réseau : CHERRÉ Prélèvement annuel (m <sup>3</sup> /an) : 360 000 Prélèvement maxi (m <sup>3</sup> /jour) : 1 500"
<b>Constats :</b> Comme prévu dans l'AP 2015-0260 du 18/12/2015, l'eau utilisée provient exclusivement du réseau d'eau potable. D'après les éléments transmis dans GEREP, les consommations annuelles fixées dans l'AP sont respectées. Ces relevés de consommations sont issus des données relevées par la SAUR et des consommations relevées par les 37 compteurs répartis sur le site. Cependant, le jour du contrôle, l'exploitant n'a pas été en capacité de démontrer le respect de la consommation journalière autorisée, les relevés journaliers étant incomplets (cf. Point de contrôle n° 2 ci-dessous).  Point non conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées."
<b>Constats :</b> Pour ce qui concerne le suivi des prélèvements d'eau, plusieurs non conformités ont été relevées : <ul style="list-style-type: none"><li>- le site ne dispose pas d'un "dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée", seul un compteur "général" est relevé ; les relevés du compteur sont reportés de façon manuscrite sur les feuilles d'un classeur, sans calcul des quantités d'eau effectivement prélevée (par soustraction entre 2 relevés) ;</li><li>- l'heure à laquelle les relevés sont effectués, n'est pas souvent indiquée ; pour les relevés pour lesquels un horaire est noté, il apparaît que ces opérations ne sont pas effectuées à heure fixe, ce qui ne permet pas le suivi des consommations journalières (par soustraction) ;</li><li>- ce compteur "général" n'est pas relevé tous les jours (absence de relevé pendant les week-ends notamment, parfois 2 jours consécutifs) ;</li><li>- ce compteur général n'est pas positionné suffisamment en amont des installations : il est à l'aval du château d'eau et des pompes, alors qu'il devrait se situer en amont de toute installation ou ouvrage, au plus près du raccordement au réseau.</li></ul> Points non conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclarations annuelles sur GEREP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommée ou prélevée, dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</li> <li>- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</li> </ul> <p>[...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les volumes d'eau consommés et rejetés sont bien déclarés annuellement sur GEREP. Cependant, des imprécisions sont notées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour l'année 2018, la quantité d'eau consommée déclarée dans GEREP était de 344 560 m<sup>3</sup>, alors que par courrier daté du 11/10/2019, la quantité indiquée pour cette année était de 345 604 m<sup>3</sup>;</li> <li>- pour l'année 2022, la quantité d'eau consommée déclarée dans GEREP était de 306 114 m<sup>3</sup>, alors que le jour du contrôle les données présentées faisaient état d'une consommation un peu différente.</li> </ul> <p>Les volumes déclarés annuellement sur GEREP doivent être certains et correspondre aux quantités consommées et relevées par le compteur général de l'établissement. L'exploitant doit être en capacité de les présenter en se basant sur les quantités d'eau facturées par le gestionnaire du réseau AEP.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Consommation spécifique (3641)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect niveau maximum
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les informations contenues dans l'étude technico-économique fournie en juillet 2021, la consommation d'eau liée aux opérations d'abattage est en moyenne de 5,72 litres / kg, ce qui est conforme aux prescriptions générales rappelées ci-dessus.</p> <p>Cependant, il est à noter que cette valeur est très proche de la valeur réglementaire en vigueur (actuellement en cours de révision), et que l'étude de 2021 avait pour année de référence 2019. Par ailleurs, d'après les données transmises dans GEREP, il apparaît que le ratio consommation d'eau / tonnes de produits finis pour l'ensemble du site, varie chaque année et a été en légère augmentation en 2021 et en 2022 par rapport à 2019. Une vigilance est donc attendue sur l'évolution de ces consommations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Respect des MTD spécifiques (3642)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Annexe, en particulier le point 9
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "[...] Les prescriptions de l'annexe du présent arrêté sont applicables aux installations classées au titre d'une ou plusieurs rubriques listées à l'article 1 <sup>er</sup> , autorisées avant le 5 décembre 2019, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévues à l'article R. 515-61 sont celles de la décision d'exécution 2019/2031, au 4 décembre 2023. [...] A la date prévue par le présent article, l'exploitant met en oeuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites en annexe du présent arrêté ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62, sauf si l'arrêté préfectoral fixe des prescriptions particulières en application de l'article R. 515-63. Il veille à ce que l'installation respecte les valeurs limites d'émissions fixées dans l'annexe du présent arrêté."  "Annexe - TITRE II MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD) APPLICABLES À TOUTES LES INSTALLATIONS  Point 9. Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux. L'exploitant applique la technique a une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k.  Techniques courantes : a/ Recyclage ou réutilisation de l'eau. b/ Optimisation du débit d'eau. c/ Optimisation des buses et des conduites d'eau.- d/ Séparation des flux d'eau.  Techniques liées aux opérations de nettoyage : e/ Nettoyage à sec. f/ Système de curage des canalisations. g/ Nettoyage à haute pression. h/ Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP). i/ Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel. j/ Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés. k/ Nettoyage des équipements dès que possible."
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que la technique (a) "Recyclage ou réutilisation de l'eau" est appliquée à certains process de l'abattoir : réutilisation de certaines eaux de quelques process (triperie, machine de lavage des contenant, à l'étude pour la cabine de douche des carcasses), mais pas dans la partie Transformation du site (visée par la prescription ci-dessus).  La technique (c) est appliquée pour le nettoyage de l'abattoir, mais aussi d'une partie de la 1 <sup>ère</sup> et la 3 <sup>ème</sup> transformation.  Les techniques (e), (f) et (g) sont appliquées dans tous les ateliers.

[...]

**Constats :**

[...]

L'application des techniques (h) et (i) est à expertiser avec le service Qualité et la société sous-traitant le nettoyage. Il est rappelé que l'application de ces techniques visant à la maîtrise et à la réduction des consommations d'eau, sont appliquées dans les limites du maintien d'un haut niveau de sécurité sanitaire pour les produits alimentaires élaborés.

**Observations :**

Le jour du contrôle, il a été confirmé que la rubrique principale de l'établissement étant la rubrique 3641 (Abattage), un ré-examen de l'ensemble des meilleures techniques disponibles (MTD) appliquées dans l'établissement (rubriques 3641 et 3642) sera réalisé à l'occasion de la publication du BREF SA.

Pour autant, les MTD 3642 sont d'ores et déjà applicables.

A noter, une erreur dans l'ETE de 2021, tableau 8 (page 20) : il est indiqué que "à ce jour, il n'existe pas d'AMPG pour la rubrique 3642".

Or, à la date de signature de ce document, l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, était paru depuis plus d'un an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



## N° 6 : Renforcement des prescriptions sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/12/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Renforcement des prescriptions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AP complémentaire du 23/12/0219 « étude technico-économique réduction des consommations »  "Article 1 <sup>er</sup> : La SAS SOCOPA VIANDES, dont le siège social est situé à CHERRE, est tenue, pour ce qui concerne les installations qu'elle exploite sur cette commune, de respecter les dispositions fixées aux articles suivants."
<b>Constats :</b> Par arrêté préfectoral du 23/12/2019, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé : <ul style="list-style-type: none"><li>• des prélèvements d'eau,</li><li>• des consommations d'eau des processus industriels et pour les autres usages (domestiques, lavages, etc.),</li><li>• des dispositifs de surveillance,</li><li>• des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie.</li></ul> <p>Cette étude a été transmise à l'Inspection des installations classées le 20/07/2021, avec 2019 comme année de référence. Cette étude détaille de façon satisfaisante les différentes consommations d'eau sur le site. A cet effet, elle met en évidence la difficulté de répartition de certaines consommations communes aux 2 activités Abattage et Transformation.</p> <p>Pour exemple, sur les 4 tours aéroréfrigérantes présentes sur le site, 2 sont dédiées aux unités de transformation (SDM3 et SDM4) et 2 permettent le refroidissement des 2 unités abattage et transformation (SDM1 : 30% SA - 70% FDM ; SDM2 : 86% SA et 14% FDM).</p> <p>Cette étude met également en évidence une réduction des consommations d'eau d'environ 11% sur 10 ans (période 2009-2019).</p> <p>Point conforme.</p>
<b>Observations :</b> Considérant les quantités d'eau notables prélevées par le site, il convient de rationaliser la consommation de l'eau du site en période de situation hydrologique critique, pour préserver la ressource. En fonction du plan d'actions formalisé de réduction des consommations d'eau en période de sécheresse qui sera proposé par l'exploitant, et de l'articulation avec les dispositions réglementaires qui sont/seront applicables au site, des prescriptions spécifiques pourraient être fixées au site par arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant en sera informé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Utilisation efficace de la ressource (volet 1)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des prélèvements d'eau,</li> <li>• des consommations d'eau des processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...),</li> <li>• des dispositifs de surveillance,</li> <li>• des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie.</li> </ul> <p>Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution à mettre en place. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique (et donc limitées dans le temps).</p> <p>Le diagnostic doit aborder 2 volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'utilisation rationnelle de l'eau de manière pérenne visant à favoriser les économies d'eau et la maîtrise des prélèvements ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les éléments ci-dessous devront notamment être étudiés :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse des consommations en eau</li> <li>◦ Comparaison des consommations théoriques (besoins) des procédés et des installations avec les consommations réelles.</li> <li>◦ Comparaison avec les meilleures techniques disponibles, notamment évoquées dans les BREFs ou « Conclusions sur les meilleures techniques disponibles », ou selon les règles de l'art (textes et guides professionnels, ratios à la tonne produite, comparaison intra, inter-groupe ...).</li> <li>◦ Analyse critique des postes et analyse des options de réduction des consommations, tels que (non exhaustif) : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ gestion des réseaux et de la circulation de l'eau dans les process,</li> <li>▪ évaluation des pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;</li> <li>▪ réduction des consommations des matières premières,</li> <li>▪ limitation des entraînements et optimisation des nettoyages,</li> <li>▪ mise en place de recyclage ou de 2ème usage de l'eau,</li> <li>▪ modification de process/remplacement matériel par un matériel plus performant,</li> <li>▪ ...</li> </ul> </li> <li>◦ Estimation des gains potentiels via un bilan coût/avantages.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Au vu du diagnostic et de l'analyse technico-économique, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les actions de réduction pérennes à mettre en place qui permettent de limiter les consommations d'eau ; un échéancier de mise en place est proposé ;</li> <li>• [...]"</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude technico-économique transmise en 2021, présentait un certain nombre d'actions visant une réduction pérenne des consommations d'eau. Le tableau 74 (page 169) en présentait une synthèse. Toutes les actions retenues comme possibles dans ce tableau, ont été effectivement mises en place (9 actions sur les 18 étudiées).</p> <p>[...]</p>

[...]

Plusieurs des actions étudiées n'ont pas pu être mises en place pour des raisons de sécurité sanitaire ou sont en cours d'évaluation. L'exploitant indique également que certains dispositifs de type réutilisation d'eau, non développés sur le site de CHERRE, ont été testés sur d'autres sites du groupe Bigard, sans aboutir du fait des avis défavorables reçus. Pour cette raison, leur mise en œuvre n'a pas été envisagée sur le site de Cherré.

Au regard des consommations déclarées annuellement, il apparaît que la consommation globale du site diminue chaque année. Ainsi, d'après les données transmises, en 2021, la consommation correspondait à 85,53% du volume autorisé ; en 2022, à 85,03% de ce volume.

Parallèlement, un pourcentage significatif de ces prélèvements est restitué au milieu : 76,03% en 2021 et 75,85% en 2022.

**Observations :**

Etant donné la dégradation régulière des masses d'eau et le caractère évolutif de la réglementation relative à la réutilisation d'eau de process ou d'eaux traitées, une réévaluation et une mise à jour régulière des actions possibles en vue de poursuivre la réduction pérenne des consommations d'eau, est attendue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 8 : Utilisation efficace de la ressource (sécheresse)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Utilisation efficace de la ressource (volet 2)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Le diagnostic doit aborder 2 volets :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures de réduction temporaires en gestion de crise lorsque les seuils d'alerte sur la ressource sont dépassés (arrêtés préfectoraux sécheresse) et que des restrictions des usages sont nécessaires.</li> </ul> <p>Au vu du diagnostic et de l'analyse technico-économique, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• les actions à mettre en place en période de crise, graduées si nécessaire en fonction des niveaux atteints lors des périodes de sécheresse ;</li> <li>• [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude technico-économique transmise en 2021, présentait également des actions visant une réduction des consommations d'eau en période de crise. Le tableau 78 (page 175) en présentait une synthèse.</p> <p>Cependant, cette partie de l'étude est peu approfondie et l'impact de ces actions ne paraît pas significatif, les actions présentées étant soit d'ores et déjà mises en place dans le cadre des réductions de consommation pérennes (ex.: sensibilisation du personnel, augmentation du taux de concentration des TAR), soit rendues obligatoires par voie réglementaire (ex.: report des opérations de maintenance non urgentes consommatrices d'eau), soit non mises en place du fait de l'absence de leur validation.</p> <p>Point non conforme.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors des épisodes de sécheresse, une réactivité est attendue de la part des exploitants, dans la mise en place d'un plan d'actions graduées en fonction des niveaux atteints. Compte tenu du contexte de sécheresse, ce plan devra être établi dans les meilleurs délais. Il devra avoir été validé en interne préalablement et permettre une réduction significative des consommations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'arrêté cadre départemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Définition des mesures applicables en fonction des niveaux de restrictions - autres usages professionnels :  Pour les "usages strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (artisanat, industries, ICPE dont les arrêtés ne contiennent pas de dispositions spécifiques d'économies d'eau en cas de franchissement des seuils)" :  * aux seuils vigilance et alerte : autolimitation  * au seuil alerte renforcée : objectif de réduction de 20 % du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas de disposition)  * au seuil de crise : arrêt des prélèvements sur décision du préfet.</p> <p>Pour les "usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE) : arrosage des espaces verts, ..." :  * au seuil vigilance : autolimitation  * au seuil alerte : interdiction de 8 h à 20 h  * aux seuils alerte renforcée et crise : interdiction</p> <hr/> <p>AP 2015-0260 d'autorisation - Article 4.1.4. Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse  "L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse départemental qui lui sont applicables."</p> <p>Le site se voit donc appliquer les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse en vigueur ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors du contrôle, la situation du bassin de l'Huisne étant "Normale" au sens des dispositions de l'arrêté cadre sécheresse, le site n'était soumis à aucune des mesures de limitation prévues dans l'arrêté cadre sécheresse en vigueur. En cas de passage de ce bassin en situation "d'Alerte renforcée" ou de "Crise", l'établissement devrait être en mesure de limiter sa consommation à 1300 m<sup>3</sup> / jour. Etant donné les incertitudes quant aux relevés des consommations quotidiennes (cf. point de contrôle n° 2 ci-avant) et au plan de réduction Sécheresse présenté (cf. point de contrôle n° 8 ci-avant), l'exploitant n'est pas en mesure de garantir une telle réduction. Le plan d'actions attendu (cf. point de contrôle n° 8 ci-avant) devra préciser l'estimation de réduction des consommations d'eau pouvant être atteinte. Le cas échéant, les consignes concernant l'arrêt des usages non indispensables dès le stade de la simple "Alerte" (et les stades suivants) devront également être précisées.</p> <p>Point non conforme.</p>
<p><b>Observations :</b>  À la date de la visite le 22/06/2023, la situation du bassin de l'Huisne était "normale" au sens des dispositions de l'arrêté cadre sécheresse.  Pour rappel, pendant l'été 2022, le bassin de l'Huisne a été en situation "d'alerte renforcée" et de "crise" plusieurs semaines à partir du début du mois d'août (et en situation de "Vigilance" quelques semaines avant).  Pour information, les informations relatives à l'évolution de la situation des différents bassins versants en Sarthe sont régulièrement mises à jour sur le site de la préfecture, à l'adresse suivante : <a href="https://www.sarthe.gouv.fr/la-gestion-de-l-eau-en-sarthe-en-periode-de-a1717.html">https://www.sarthe.gouv.fr/la-gestion-de-l-eau-en-sarthe-en-periode-de-a1717.html</a></p>

[...]

[...]

En complément, l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, est paru le 5 juillet 2023 et est entré en vigueur dès le lendemain.

Conformément à son article 3, le site SOCOPA CHERRE est exempté des dispositions de l'article 2. En cas de dégradation de la situation sur le bassin de l'Huisne, ce sont donc les dispositions de l'arrêté cadre sécheresse rappelées ci-dessus, qui s'appliqueront à l'établissement.

En revanche, avant le 6 octobre 2023, l'exploitant devra avoir établi et tenir à la disposition de l'Inspection des Installations classées, les éléments spécifiés aux points (1°) et (6°) de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet